



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/610/Add.5
16 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : Russe

Quarante-neuvième session
Point 100 e) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : PEINE CAPITALE

Rapport de la Troisième Commission (Partie VI)*

Rapporteur : M. Nikolai N. LEPESHKO (Bélarus)

I. INTRODUCTION

1. À sa 56e séance plénière, tenue le 14 novembre 1994, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session la question intitulée "Questions relatives aux droits de l'homme : Peine capitale" et de la renvoyer à la Troisième Commission.
2. Les documents dont la Troisième Commission était saisie au titre du point 100 e) sont énumérés dans le document A/49/610.
3. La Commission a examiné le point 100 e) à ses 33e, 34e, 36e, 38e à 41e, 43e, 50e, 57e, 60e et 61e séances, tenues les 16, 17, 21 au 23 et 25 novembre, ainsi que les 1er et 7 au 9 décembre 1994. Les débats de la Commission sont consignés dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.3/49/SR.33, 34, 36, 38 à 41, 43, 50, 57, 60 et 61).
4. À la 33e séance, tenue le 16 novembre, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire (voir A/C.3/49/SR.33).

II. EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION A/C.3/49/L.32 ET Rev.1 ET DES AMENDEMENTS (A/C.3/49/L.73 ET Rev.1 ET A/C.3/49/L.74 ET Rev.1)

5. À la 50e séance, tenue le 1er décembre, le représentant de l'Italie, au nom des pays suivants : Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Cap-Vert, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Équateur, Espagne, Finlande, France,

* Le rapport de la Commission sur le point 100 de l'ordre du jour sera publié en six parties sous la cote A/49/610 et Add.1 à 5.

94-50439 (F) 191294 191294

/...

9450439

Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Suède, Uruguay et Vanuatu, ainsi que de l'Allemagne, de la Bolivie, de la Micronésie (États fédérés de) et du Venezuela, auxquels se sont joints ultérieurement l'Argentine, Chypre, El Salvador, les îles Salomon, la Nouvelle-Zélande, la République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe et la Slovaquie, a présenté un projet de résolution intitulé "Peine capitale" (A/C.3/49/L.32) conçu comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, qui pose que tout individu a droit à la vie, l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques² et les articles 6 et 37 a) de la Convention relative aux droits de l'enfant³,

Rappelant ses résolutions 2857 (XXVI) du 20 décembre 1971 et 32/61 du 8 décembre 1977, ainsi que sa résolution 44/128 du 15 décembre 1989, par laquelle elle a adopté et ouvert à la signature le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort,

Rappelant en outre les résolutions du Conseil économique et social 1574 (L) du 20 mai 1971, 1745 (LIV) du 16 mai 1973, 1930 (LVIII) du 6 mai 1975, 1984/50 du 25 mai 1984, 1985/33 du 29 mai 1985, 1990/29 du 24 mai 1990 et 1990/51 du 24 juillet 1990,

Gravement préoccupée du fait que, dans certains pays qui n'ont pas encore aboli la peine de mort, des condamnations à mort sont prononcées dans des cas autres que les crimes les plus graves,

Préoccupée également de ce que plusieurs pays imposent la peine capitale à des mineurs, des femmes enceintes et des personnes frappées d'aliénation mentale, au mépris des dispositions restrictives figurant dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans les garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort jointe en annexe à la résolution 1984/50 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1984,

Notant avec satisfaction que le statut du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, le statut du Tribunal

¹ Résolution 217 A (III).

² Résolution 220 A (XXI), annexe.

³ Résolution 44/25.

international pour le Rwanda et le projet de statut élaboré par la Commission du droit international pour régir un tribunal criminel international⁴ excluent la peine capitale des sentences que ces juridictions sont autorisées à prononcer,

Convaincue que l'abolition de la peine capitale renforce la dignité de l'homme et contribue au développement progressif du respect des droits de l'homme,

1. Demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager d'adhérer au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, ou de le ratifier;

2. Demande instamment à tous les États qui aujourd'hui encore maintiennent la peine capitale de s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention relative aux droits de l'enfant, et en particulier de n'exécuter en aucun cas des mineurs ou des femmes enceintes;

3. Invite tous les États qui n'ont pas encore aboli la peine capitale à envisager de restreindre progressivement le nombre d'infractions passibles de la peine de mort et de n'exécuter en aucun cas des personnes frappées d'aliénation mentale;

4. Encourage tous les États qui n'ont pas encore aboli la peine capitale à envisager la possibilité d'instituer un moratoire pour suspendre les exécutions actuellement prévues afin que le principe selon lequel il n'appartient pas à l'État de disposer de la vie d'un être humain soit affirmé dans les faits partout dans le monde d'ici à l'an 2000."

6. À la 57e séance, tenue le 7 décembre, le représentant de Singapour, invoquant l'article 116 du règlement intérieur, a demandé que la Commission ne se prononce pas sur le projet de résolution A/C.3/49/L.32.

7. À la même séance, les représentants de l'Algérie et du Bangladesh ont pris la parole en faveur de cette motion et les représentants de l'Italie et de l'Irlande ont pris la parole contre (voir A/C.3/49/SR.57).

8. À la même séance également, la Commission a rejeté la motion par 74 voix contre 65, avec 20 abstentions. Il a été procédé au vote enregistré, et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Chine,

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 10, (A/49/10), chap. II, sect. B.5.

Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Grenade, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Togo, Uruguay, Vanuatu, Venezuela.

Se sont abstenus : Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belize, Bénin, Botswana, Cameroun, Éthiopie, Gambie, Ghana, Japon, Kazakhstan, Kenya, Mali, Maurice, Niger, Pérou, Philippines, Tunisie, Ukraine,.

9. À la 57e séance également, le représentant de Singapour a proposé oralement de modifier le projet de résolution A/C.3/49/L.32 en y insérant, après le dernier alinéa du préambule, un nouvel alinéa conçu comme suit :

"Affirmant le droit souverain des États de déterminer les mesures juridiques et les peines adaptées à leur société pour lutter efficacement contre les crimes graves,".

10. À la même séance, le représentant de l'Égypte a proposé oralement les amendements suivants au projet de résolution A/C.3/49/L.32 :

a) Au dernier alinéa du préambule, le mot "Convaincue" serait remplacé par le mot "Notant";

/...

b) Au paragraphe 1, les mots "Demande à" seraient remplacés par le mot "Invite";

c) Au paragraphe 2, les mots "Demande instamment à" seraient remplacés par le mot "Encourage".

11. À la même séance, le représentant de l'Inde a pris la parole pour proposer que la Commission diffère sa décision sur les amendements oraux (voir A/C.3/49/SR.57).

12. À la même séance, après avoir entendu les représentants de la Slovénie, de l'Italie, de Singapour, de la France et de la Chine (voir A/C.3/49/SR.57), la Commission a décidé, sans vote, de différer sa décision sur le projet de résolution et les amendements y relatifs.

13. Le 7 décembre, le représentant de Singapour a déposé un amendement (A/C.3/49/L.73) au projet de résolution A/C.3/49/L.32, amendement tendant à insérer, après le dernier alinéa du préambule, un nouvel alinéa conçu comme suit :

"Affirmant le droit souverain des États de déterminer les mesures juridiques et les peines adaptées à leur société pour lutter efficacement contre les crimes graves,".

14. Le 7 décembre également, le représentant de l'Égypte a déposé un amendement (A/C.3/49/L.74) au projet de résolution A/C.3/49/L.32, aux termes duquel :

a) Au dernier alinéa du préambule, le mot "Convaincue" serait remplacé par le mot "Notant";

b) Au paragraphe 1, les mots "Demande à" seraient remplacés par le mot "Invite";

c) Au paragraphe 2, les mots "Demande instamment à" seraient remplacés par le mot "Encourage".

15. À la 60e séance, tenue le 8 décembre, le représentant de l'Italie a apporté oralement les modifications ci-après au projet de résolution A/C.3/49/L.32 :

a) Au septième alinéa du préambule, le mot "Convaincue" a été remplacé par le mot "Notant";

b) À la fin du préambule, il a été ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

"Réaffirmant le droit souverain des États de déterminer, conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies, les mesures juridiques et les peines convenant au traitement des crimes les plus graves,";

c) Au paragraphe 1, les mots "Demande à" ont été remplacés par le mot "Invite";

d) Au paragraphe 2, le mot "parties" a été inséré après le mot "États".

16. À la même séance, la Commission a entendu les représentants de Singapour, de l'Irlande et de la Finlande (voir A/C.3/49/SR.60).

17. Toujours à la même séance, le représentant de Singapour a présenté l'amendement figurant dans le document A/C.3/49/L.73 (voir par. 13 ci-dessus).

18. À la même séance, la Commission a entendu les représentants de l'Égypte, de la Finlande, de la Mauritanie, de l'Algérie, de l'Irlande, de l'Inde et du Nigéria, ainsi que le Président (voir A/C.3/49/SR.60).

19. À la 60e séance également, le représentant de l'Irlande a présenté une motion en vertu de l'article 119 a) du règlement intérieur; à la suite de cette motion, la séance a été suspendue.

20. À la reprise de la séance, la Commission a entendu les représentants de Singapour, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Italie, de l'Irlande et de l'Algérie (voir A/C.3/49/SR.60).

21. À la 61e séance, tenue le 9 décembre, la Commission était saisie du projet de résolution révisé A/C.3/49/L.32/Rev.1, qui incorporait les modifications présentées oralement par le représentant de l'Italie à la 60e séance (voir par. 15 ci-dessus). Ce texte avait été déposé par les auteurs du projet de résolution A/C.3/49/L.32, à l'exception des Pays-Bas. Ultérieurement, les pays suivants : Allemagne, Argentine, Bolivie, Chypre, El Salvador, Îles Salomon, Micronésie (États fédérés de), Nouvelle-Zélande, République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe, Slovaquie et Venezuela se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

22. À la même séance, la Commission était saisie d'un amendement révisé (A/C.3/49/L.73/Rev.1) au projet de résolution révisé, amendement déposé par Singapour et tendant à remplacer le dernier alinéa du préambule par le texte ci-après :

"Affirmant le droit souverain des États de déterminer les mesures juridiques et les peines adaptées à leur société pour lutter efficacement contre les crimes graves,".

23. À la même séance, la Commission a entendu les représentants de Singapour, de l'Irlande, de l'Andorre, de Malte, de l'Allemagne et de l'Égypte (voir A/C.3/49/SR.61).

24. À la même séance également, la Commission a adopté par 71 voix contre 65, avec 21 abstentions, l'amendement révisé publié sous la cote A/C.3/49/L.73/Rev.1. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

<u>Ont voté pour</u> :	Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte,
------------------------	--

/...

Émirats arabes unis, Érythrée, Grenade, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Namibie, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Andorre, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Uruguay, Vanuatu, Venezuela.

Se sont abstenus : Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Bolivie, Croatie, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Kazakhstan, Mali, Maurice, Mexique, Niger, Togo, Ukraine.

25. À la même séance, après l'adoption de l'amendement révisé, les auteurs du projet de résolution révisé A/C.3/49/L.32/Rev.1 ont tous retiré leur nom de la liste de ses auteurs.

26. À la même séance, la Commission était saisie d'un d'amendement révisé (A/C.3/49/L.74/Rev.1) au projet de résolution révisé, amendement déposé par l'Égypte et tendant à remplacer, au paragraphe 2, les mots "Demande instamment à" par le mot "Encourage".

27. À la même séance, sur la proposition du représentant de l'Égypte, la Commission a décidé, sans vote, de ne pas se prononcer sur l'amendement proposé (A/C.3/49/L.74/Rev.1).

28. À la même séance, le Secrétaire de la Commission a donné lecture d'une opinion juridique à propos du projet de résolution révisé (A/C.3/49/L.32/Rev.1); le texte en est le suivant :

"L'article 122 part de l'idée qu'une proposition qui a fait l'objet d'un amendement n'est plus la propriété exclusive de ses auteurs initiaux et ne peut donc plus être retirée par eux. Les auteurs conservent toutefois une marge de manoeuvre, et tant que le dispositif de vote électronique n'a pas été mis en marche, il leur est loisible de retirer leur nom de la liste des auteurs. En fait, un projet de résolution qui a fait l'objet d'un amendement peut théoriquement ne pas avoir d'auteurs."

29. À la même séance, le représentant de l'Italie a fait une déclaration (voir A/C.3/49/SR.61).

30. À la même séance, le représentant de l'Égypte a demandé que la Commission ne se prononce pas sur le projet de résolution révisé A/C.3/49/L.32/Rev.1, tel qu'il avait été modifié.

31. À la même séance, les représentants de l'Arabie saoudite et de l'Australie ont pris la parole en faveur de cette motion et les représentants de l'Irlande et de l'Italie ont pris la parole contre (voir A/C.3/49/SR.61).

32. La motion a été rejetée par 71 voix contre 60, avec 23 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Comores, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Grenade, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Lesotho, Liban, Maldives, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suriname, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Andorre, Allemagne, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Irlande, Islande, Israël,

/...

Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Togo, Uruguay, Vanuatu, Venezuela.

Se sont abstenus : Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belize, Bénin, Éthiopie, Gambie, Ghana, Honduras, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Malaisie, Mali, Maurice, Mexique, Niger, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Ukraine.

33. À la même séance, la Commission a entendu les représentants des pays suivants : Irlande, Honduras, Danemark (au nom des autres pays nordiques), Inde, Yémen, Brunéi Darussalam, Canada, Algérie, Égypte, Malaisie, Sénégal, Nouvelle-Zélande, Koweït, Portugal, Australie, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Arabie saoudite, Andorre, Côte d'Ivoire, France, Malte, Jamaïque, Costa Rica, Émirats arabes unis et Pérou (voir A/C.3/49/SR.61).

34. À la 61e séance également, la Commission a rejeté par 44 voix contre 36, avec 74 abstentions, le projet de résolution révisé A/C.3/49/L.32/Rev.1, tel qu'il avait été modifié. Il a été procédé au vote enregistré, et les voix se sont réparties comme suit⁵ :

Ont voté pour : Argentine, Arménie, Cambodge, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Gambie, Géorgie, Grèce, Haïti, Îles Marshall, Irlande, Israël, Italie, Kirghizistan, Malte, Mexique, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Ouzbékistan, Panama, Paraguay, Portugal, Saint-Marin, Slovénie, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Brunéi Darussalam, Cameroun, Chine, Comores, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Nigéria, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée,

⁵ Ultérieurement, le représentant de l'Angola a indiqué que, s'il avait été présent, il aurait voté pour le projet de résolution révisé, tel qu'il avait été modifié; le représentant du Ghana a indiqué que, s'il avait été présent, il se serait abstenu, et le représentant du Brésil a indiqué que son vote aurait dû être enregistré comme étant "pour".

Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan,
Trinité-et-Tobago, Yémen.

Se sont abstenus : Albanie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Grenade, Guatemala, Honduras, Hongrie, Islande, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Vanuatu, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

35. Après le vote sur le projet de résolution révisé A/C.3/49/L.32, tel qu'il avait été modifié, la Commission a entendu les représentants du Brésil, du Honduras, d'Antigua-et-Barbuda, du Viet Nam, du Guyana, de la Slovénie, du Ghana, de Belize, de la République de Corée, de Cuba, de la Gambie et du Népal (voir A/C.3/49/SR.61).
